

La mobilisation climatique s'amplifie et se diversifie

Combien seront-ils ? 10 000 ? 20 000 ? 30 000 ? Voire davantage ? La troisième journée de "grève scolaire" à laquelle devraient à nouveau prendre part plusieurs milliers d'étudiants, ce jeudi, donnera une petite idée du niveau de la mobilisation que l'on peut attendre lors de la nouvelle "Marche pour le climat" qui aura lieu à Bruxelles ce dimanche. La Stib et la SNCB anticipent une participation massive puisque les deux entreprises de transport public ont annoncé un net renforcement de leur offre ce jour-là.

"Cela n'a pas vraiment d'importance, ce n'est pas un concours, tranche Gaetano, l'un des initiateurs de la marche de dimanche. Notre objectif est de mener des actions régulières pour maintenir une pression maximale." S'inscrire dans la durée, donc, pour faire comprendre aux responsables politiques que la question climatique ne peut plus être traitée à la marge, mais qu'elle doit figurer en tête de toutes les priorités, comme les y exhorte la communauté scientifique.

"On se moque de nous"

Organisé à l'initiative du collectif Rise for Climate Belgium, l'événement sort quelque peu du cadre habituel. Contrairement à la marche du 2 décembre – qui avait réuni 75 000 personnes dans les rues de la capitale –, le rassemblement de ce week-end n'est cette fois pas le fait de la Coalition Climat, constituée des représentants habituels de la société civile que sont les ONG environnementales et de coopération au développement, les syndicats, les mouvements de jeunesse...

"Pour nous, la priorité n'est pas de remettre les gens dans la rue un mois et demi après le succès historique du 2 décembre, mais de se servir de celui-ci pour porter nos

revendications auprès des partis politiques", explique Nicolas Van Nuffel, qui préside la Coalition. Pour autant, poursuit-il, celle-ci soutient totalement la marche du 27 janvier. *"Nous espérons qu'elle récoltera un grand succès pour que les politiques comprennent que l'impatience de la population est à son comble. Il est réjouissant de voir que les citoyens se mobilisent de tous côtés, dans toutes les couches de la société."*

De fait, c'est un véritable sentiment de ras-le-bol qui anime les organisateurs, écœurés par les responsables politiques belges qui, malgré la mobilisation de décembre, ont refusé que notre pays rejoigne les rangs des États les plus ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

"Nous sommes un collectif citoyen qui fonctionne de manière plus horizontale que les ONG", explique Kim Le Quang, l'une des chevilles ouvrières de Rise for Climate. *"Le mouvement s'élargit car de plus en plus de citoyens nous rejoignent. Des gens qui pour la plupart n'ont pas de passé de militant ou d'activiste mais qui veulent s'engager et décider la forme de leurs actions. Ce sont des personnes de toute obédience, des gens plutôt de gauche et d'autres de droite."*

Rise for Climate – qui peut compter sur l'appui d'autres collectifs, mais aussi de Greenpeace pour les questions logistiques – entend constituer un véritable "lobby citoyen" pour soutenir les responsables politiques face aux divers lobbies qui défendent des intérêts privés, coupables à leurs yeux d'organiser un "écocide" menaçant l'ensemble de l'humanité. Outre le niveau belge, le mouvement, qui s'inscrit dans une dynamique à l'échelle mondiale, entend demander des comptes aux élus européens. D'autres actions sont annoncées, notamment à Gand le 24 février.

Gilles Toussaint

Mettre une pression maximale, quitte à opter pour la désobéissance civile

Après être parti de Flandre, le mouvement des "grèves scolaires pour le climat" s'étend peu à peu. Des actions étaient, entre autres, annoncées à Namur et Liège ce jeudi. Le 15 mars, à l'appel de la jeune Suédoise Greta Thunberg, une grève scolaire pourrait par ailleurs se tenir à l'échelle nationale mais aussi internationale.

Dimanche, de nombreux jeunes sont également attendus dans les rues de Bruxelles. La VUB a, par exemple, invité son personnel et ses étudiants à prendre part à la marche. Comme le 2 décembre, des parents seront sans doute aussi de la partie, ainsi que quelques "gilets jaunes". Sur la page Facebook de Rise for Climate, quelque 24 000 personnes ont fait part leur intention d'être présentes, tandis que 74 000 ont marqué leur intérêt. Des marches similaires se tiendront en outre à Mons et dans certaines villes françaises.

Une radicalisation non violente

De fait, le front des militants de la lutte contre le réchauffement climatique s'élargit et se diversifie de plus en plus. D'autres collectifs se joindront ainsi à cette mobilisation dominicale. C'est notamment le cas d'Act for Climate Justice qui, parallèlement à la marche, organise de 13 h à 14 h une action de blocage de la rue de la Loi et du Parlement belge, qui se situent normalement en zone neutre. "Il s'agit d'une action de désobéissance civile non violente à laquelle plusieurs milliers de personnes devraient prendre part. Elles écriront leurs revendications à la craie sur le tarmac de la rue de la Loi. Le but n'est pas de casser, mais de faire monter la pression à côté des actions de mobilisation plus conventionnelles. C'est complémentaire", explique Johan Verhoeven.

Act for Climate Justice revendique qu'une "loi climat" ambitieuse et contraignante soit rapidement votée. Pour ce collectif, qui mise sur l'autonomie et la décentralisation des actions, la question de la justice sociale et celle de la justice climatique sont étroitement liées. Ce n'est pas aux plus démunis de payer pour les dégâts environnementaux créés par de grands émetteurs de CO₂ considérés comme de véritables "criminels climatiques". Des initiatives ciblant de grandes entreprises, ainsi que les banques qui financent les énergies fossiles, pourraient se multiplier dans les prochains mois.

Venu du Royaume-Uni, le mouvement "Extinc-

tion Rebellion" (XR) dispose également d'une branche belge depuis une quinzaine de jours. Lui aussi prône la désobéissance civile non violente comme moyen de protestation et organise des formations à cette fin. Et les demandes ne manquent pas... Des citoyens de tout bord, qui n'ont pas forcément un passé de militant : étudiant, fonctionnaire, chanteuse de chorale, ingénieur, juriste, consultant... "Ce qui nous unit, c'est que l'on est tous bien désespérés par l'inaction des gouvernements", glisse Guilherme Serodio, l'un des représentants de XR, avec un sourire amer. L'attitude des politiques belges, malgré le succès de la marche de décembre, a généré beaucoup de colère et de dégoût, ajoute-t-il. "Les gens nous demandent: comment nous faire entendre si on ne nous écoute pas?"

État d'urgence environnemental

Extinction Rebellion revendique notamment que "l'on déclare un état d'urgence climatique; que les gouvernements et les médias reconnaissent la gravité de la situation le plus souvent possible et avec honnêteté; et que les solutions soient décidées avec la participation d'assemblées citoyennes", énumère Naila, une autre de ses représentantes.

"Par 'état d'urgence environnemental', il est bien clair qu'il n'est pas question de suspendre la moindre liberté; mais bien de mettre la démocratie en capacité institutionnelle de réagir; alors qu'aujourd'hui le système belge est bloqué et incapable de répondre à ces enjeux", éclaire de son côté Cédric Chevalier, un fonctionnaire bruxellois qui, avec une poignée de proches, s'est lancé dans une autre démarche sous la forme d'une pétition qui a déjà récolté 38 000 signatures.

Outre une "loi climat" fédérale qui pourrait avoir une certaine force contraignante sur les entités fédérées, on peut imaginer que la Belgique se dote d'un "budget climat" et d'un conseil scientifique indépendant qui évalue les décisions politiques à l'aune de leur impact climatique, illustre-t-il. Histoire de confronter les discours politiques à l'épreuve du réel et d'éviter la prise de décisions qui vont à l'encontre des ambitions affichées.

L'objectif est d'atteindre les 100 000 signatures, précise M. Chevalier. Et peut-être d'introduire, grâce à cette pétition citoyenne, une proposition de texte au Parlement fédéral.

G.T.

Les revendications

Un sentiment d'urgence, une soif de justice

L'heure n'est plus aux demi-mesures ni aux tergiversations, martèlent les organisateurs de la marche de dimanche et les divers acteurs qui la soutiennent. Parmi leurs revendications, ceux-ci avancent, entre autres, l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, l'application de solutions pour lutter contre le réchauffement climatique telles que celles décrites dans l'ouvrage *Drawdown* de Paul Hawken ou encore la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 65% d'ici à 2030 pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2040 (les objectifs européens actuels sont de -40% en 2030 et le "zéro carbone" en 2050).

Pour financer cette transformation et la transition énergétique, Rise for Climate demande également que soit mis en œuvre à l'échelle de l'UE un pacte Finance-Climat sur le modèle de la proposition élaborée par le climatologue français Jean Jouzel et l'économiste Pierre Larroustourou (qui sera présent dimanche sur l'esplanade du Parlement européen). Ceux-ci suggèrent de lever un impôt européen de 5% par an sur les bénéfices des multinationales et de réorienter la création monétaire de la Banque centrale européenne vers le financement des économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, plutôt que d'alimenter la spéculation. Appelant à plus de justice fiscale, les organisateurs ne cachent pas leur souhait "de démanteler le néolibéralisme sauvage et cannibale de la finance, des lobbys agricoles et autres multinationales pour avoir une chance de nous en sortir".